

Paris le 07 Juillet 2016

Aveu de faiblesse et déni de démocratie

A cinq reprises cette année, le gouvernement a utilisé le 49.3 pour imposer ses lois anti sociales. Outre le déni de démocratie qui s'exprime par ces coups de force, n'oublions pas la violence exprimée sur les lieux de travail, dans la rue et contre les syndicats revendicatifs, qui n'a jamais atteint cette ampleur. Gattaz, Valls, Hollande et cie, signent leur propre aveu de faiblesse. En passant une nouvelle fois une loi en force contre l'avis de la population. Les flingueurs du code du travail n'ont plus que la violence et l'abus de pouvoir pour imposer à la société leurs projets liberticides, inégalitaires et déshumanisants. Le gouvernement, le patronat et le monde politique comptent classiquement sur la trêve estivale pour voir se taire la contestation et espérer se refaire une virginité pour la présidentielle 2017.

La fédération SUD Santé Sociaux s'insurge contre ces politiques d'un autre temps et appelle le peuple à se solidariser pour les combattre. La Fédération exige l'abrogation de la loi travail (loi El Khomri) et en fait une revendication incontournable et non négociable. Face à la division de la société et du monde syndical, il est urgent de rebâtir le sens collectif et une convergence de luttes, garants de nos droits et libertés. La Fédération appelle à maintenir durant cet été, avec toutes les forces possibles, des actions partout où cela sera possible et fixe d'ores et déjà rendez-vous au mouvement social dès septembre.

Jean VIGNES

Secrétaire de la Fédération SUD Santé Sociaux

